

DEBAT NATIONAL SUR L'UNIVERSITE ET L'EMPLOI

Faux-semblants et vraies ambitions

Les étudiants dans leur ensemble, le mouvement syndical rassemblé et la communauté universitaire sortent renforcés de leur exceptionnelle mobilisation. Les enjeux pour l'Université, le manque criant de moyens pour qu'elle accomplisse l'ensemble de ses missions sont venus interpeller l'ensemble de la société.

Le 10 avril le Premier Ministre a dû le reconnaître : "les moyens matériels ne sont pas à la hauteur de notre pays... Depuis des décennies, nous n'avons pas fait ce qu'il fallait pour que les universités puissent fonctionner normalement». Ces réalités sont, de longue date, portées par les organisations syndicales, encore une fois ignorées du gouvernement, balayées d'un revers de main dans les choix budgétaires. L'effort financier est là nécessaire, urgent : en crédits de fonctionnement, en création d'emplois statutaires d'enseignant-chercheur, en mise en sécurité des locaux, en aide sociale aux étudiants.

Les diplômés, si dénigrés par le MEDEF parce qu'ils appellent des grilles de reconnaissance et de salaires –autrement dit, des droits- ne doivent pas s'effacer devant les « compétences » dont seul l'employeur serait juge. Et, au-delà des discours ministériels, les parcours professionnalisants élaborés dans les universités ces dernières années doivent être confortés.

Parce que les missions fondamentales de l'Université sont la formation scientifique, culturelle et professionnelle des étudiants et la recherche, la question des formations supérieures aujourd'hui ne peut être réduite à la seule « professionnalisation du LMD », à l'« alternance » et à l'« orientation des étudiants » qui doit être améliorée. La question, c'est celle de l'égalité, celle de la réussite.

C'est aussi celle de l'emploi et la réponse aux besoins du pays. Les entreprises investissent peu dans les activités de Recherche & Développement, d'innovation, de formation de leur personnel. Via la loi, elles se défaussent sur l'Agence Nationale de la Recherche, du développement nécessaire de ces activités. Il faut favoriser la créativité scientifique, le dépôt de brevets... et plus largement, les créations d'emplois dans les secteurs de l'industrie et des services. Bien d'autres besoins humains et sociaux, dont témoignent entre autres, la crise dite des banlieues de novembre dernier, les difficultés des services publics (dont l'éducation) appellent des recrutements qualifiés couvrant l'ensemble du champ des connaissances. Lettres, Arts, Sciences humaines et sociales, Sciences de la matière, Sciences du vivant... ces dimensions universelles de la connaissance sont toutes des voies d'entrée dans l'avenir.

Extraits d'une tribune envoyée au journal Le Monde par Jean FABRI, secrétaire général du SNESUP, et non publiée (comme 3 autres tribunes adressées ces 5 derniers mois !)

*Pour débattre de toutes ces questions et d'autres,
participez au*

Congrès d'étude du SNESUP :
18 et 19 mai à Dunkerque

Inscription auprès du secrétariat :

Courriel : congres@wanadoo.fr - Fax : 73723571

Le 25 avril, à la Sorbonne :

Notre expérience récente des commissions et grands débats (Thélot et Recherche) nous a échaudés. Tout en essayant de reprendre la main, le gouvernement est en difficulté et la mobilisation qui a conduit au retrait du CPE continue à produire des effets, comme en témoignent certaines annonces ci-après.

Le Premier Ministre persiste : Avant le lancement de ce débat, il n'a mené quasiment aucune concertation avec les organisations syndicales et n'envisage pas, à l'issue du débat, une négociation avec elles. La commission de 15 personnes les écarte. Il justifie sa précipitation par sa volonté de prendre des décisions dès juin pouvant avoir une traduction dans le budget 2007 !

Les thèmes du débat (professionnalisation du LMD, alternance et orientation des étudiants) sont insuffisants et portent en germe une conception utilitariste, périlleuse, de l'université : la production des connaissances, l'ouverture des perspectives disciplinaires et interdisciplinaires sont oubliées.

Le Premier Ministre fait des annonces : Il dit vouloir répondre aux difficultés matérielles des étudiants. Il envisage une augmentation des bourses au mérite, une allocation de tutorat, une augmentation du nombre des bourses de mobilité à l'étranger, une poursuite des bourses pendant trois mois après la fin des études pour s'insérer dans l'emploi. Il veut aller vers un système d'attribution des bourses « le plus juste possible » avant la fin du mois de mai et veut conforter un service public de l'orientation !

Pour pallier l'état matériel dégradé des universités, il annonce, dans les semaines à venir, un « plan de rénovation de l'immobilier universitaire » (locaux, logement étudiant, bibliothèques, matériel informatique). Plan dans lequel l'Etat prendra toute sa place.

Le Premier Ministre ouvre des pistes dangereuses : La lutte contre le CPE a révélé une crise profonde de la société qui n'est pas celle des missions des universités, jamais attaquées par les étudiants. En répondant par la seule professionnalisation, le gouvernement entend tirer parti de cette crise pour développer des mesures dangereuses : les "bourses au mérite", la « gouvernance », « l'autonomie », (« que nous ne pourrions régler au cours des prochains mois »). Les thèmes de l'"apprentissage" et de l'"alternance" révèlent un autre véritable enjeu : défausser toujours plus les entreprises de leur participation à la formation professionnelle des jeunes.

Concrètement, la commission présidée par le recteur Hetzel auditionnera entre autres les organisations syndicales et organisera le débat dans les régions et les villes universitaires, sous l'égide des recteurs. Le rapport d'étape présenté à la mi-juin pouvant entraîner des mesures budgétaires. Les CA et les CEVU des Universités seront consultés : l'urgence est donc d'intervenir à partir de nos exigences de transformation pour un enseignement supérieur assurant une véritable formation intellectuelle, scientifique, culturelle et professionnelle des étudiants.